

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1919.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846,
organique de la Cour des Comptes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Les circonstances qui déterminèrent des membres de la Chambre à déposer en 1913, une proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour de Comptes, se sont considérablement aggravées du fait des événements de guerre que nous avons traversés.

Le nombre des membres qui composent cette haute institution, déclaré insuffisant par celle-ci même dans son cahier d'observations publié en 1911, sans que cette affirmation ait rencontré la moindre contestation, ne peut évidemment faire face à la tâche énorme qui s'impose à elle pour liquider une situation financière issue d'une période de plus de quatre années de guerre et pour contrôler les charges nombreuses et variées qui en découlent.

On sait que tandis que l'ensemble des Budgets de dépenses pour l'année 1914, s'élevait à un peu plus de 800 millions, le projet de Budget général primitif déposé pour l'exercice en cours qui comportait pour près de 10 milliards de dépenses a été ramené par les amendements déposés par le Gouvernement à 8 1/2 milliards en chiffres arrondis. C'est là l'évaluation minima des dettes et dépenses de tous genres que la guerre et ses méfaits

(1) Proposition de loi, n° 334 (session de 1912-1913).

(2) La Commission, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. BUYL, DELPORTE, DE WOUTERS D'OPLINTER, FIEULLIEN, LIEBAERT et VAN CAUWENBERGH.

imposent immédiatement à notre pays. Dans ce chiffre le Budget ordinaire proprement dit intervient pour 1,097 millions et la Section centrale estime qu'à partir de 1920 et, en défalquant le budget des Chemins de fer dont la gestion deviendra une Régie autonome, nos dépenses annuelles ordinaires atteindront environ 850 millions. Cette supposition est certes fort aléatoire, car il est certain que les effets de la guerre se feront sentir pendant longtemps et que les frais généraux de l'Administration du pays en subiront lourdement le contre-coup.

La Cour des Comptes se trouve donc placée devant la perspective de devoir vérifier et liquider au plus tôt pour 8 1/2 milliards de dépenses afférentes à l'exercice budgétaire 1919, auxquelles, suivant l'usage, viendront probablement s'adjoindre l'année prochaine, un nombre respectable de millions à allouer à titre de crédits supplémentaires.

Les causes principales de ces dépenses énormes vous les connaissez : il s'agit de réfectionner et d'outiller à nouveau tout le pays, dépouillé et ravagé par l'ennemi, d'assurer des pensions aux invalides, aux veuves et orphelins, de verser les arriérés de soldes aux militaires, de traitements et d'indemnités de vie chère au personnel civil resté en inactivité par la présence et les mesures illégales de l'occupant, de payer les dommages de guerre que l'État doit prendre à sa charge en attendant le versement par l'Allemagne des indemnités qui nous seront reconnues.

Indépendamment de ces dépenses résultant directement de l'état de guerre, le travail de la Cour se trouvera considérablement accru par suite de l'éloignement prolongé du Gouvernement national : dépenses effectuées depuis la déclaration de guerre sans intervention de la Cour des Comptes, par application de la loi du 4 août 1914, liquidation des pensions de nombreux agents de l'État atteints par la limite d'âge de 1914 à fin 1918, le service de la Dette publique qui s'est trouvé interrompu dans le pays, l'examen des dépenses coloniales confié à la Cour par la charte régissant notre Colonie, la multiplication des dépenses en général et la nouveauté de certaines d'entre elles donnant naissance à des notes et des rapports, de plus en plus nombreux et plus complexes qui réclament une étude attentive de la part des conseillers et font l'objet de longues délibérations en séance de la Cour.

Ne reste-t-il pas à dresser aussi les comptes des exercices budgétaires des années 1912-1913; des années d'occupation, les comptes provinciaux des mêmes années qui, de même que les dépenses provinciales sérieusement accrues également, — soit dit en passant, — sont de la compétence de la Cour des Comptes.

Nonobstant la remise des prêts fait par les gouvernements alliés, la Chambre ne décidera-t-elle pas un jour qu'il convient que la Cour des Comptes arrête le compte de dépenses effectuées par le Gouvernement pendant son exil au Havre et qui s'élèvent, paraît-il, à 6 milliards, la Cour n'interviendra-t-elle d'une façon quelconque dans les opérations de liquidation de la société coopérative d'avances et de prêts, qui pendant l'occupation, s'est

en quelque sorte substituée au Trésor public pour venir en aide aux agents et aux créanciers de l'État?

N'annonce-t-on pas la revision des pensions de vieillesse qui, d'ailleurs, durant la guerre, n'ont été payées que partiellement, et donneront donc lieu à des liquidations complémentaires? Que l'on veuille bien considérer également le travail considérable qu'occasionnera le paiement des indemnités de vie chère sous leurs modalités successives allouées à tout le personnel de l'État, aux instituteurs, aux membres du clergé catholique et des autres religions reconnues. Ensuite viendra la revision de tous les traitements mis en rapport avec l'accroissement du coût de la vie; n'entre-t-il pas aussi dans les désirs de la Chambre de voir relever les pensions d'un import modeste? Il ne doit non plus être perdu de vue que le long séjour du Gouvernement au Havre a donné naissance à une législation nouvelle demeurée ignorée de la Cour des Comptes et dont la réglementation, dans ses parties restées en vigueur, vient se combiner avec les dispositions nouvelles prises depuis l'armistice, notamment en ce qui concerne les dépenses du ressort du Département de la Guerre, et qui astreint cette institution à des études nouvelles et complexes.

Nous ajouterons que depuis le début de cette année les membres de la Cour des Comptes, ont fourni au prix d'un effort continu un travail aride et assujettissant et nous leur en rendons ici un hommage justement mérité, à l'occasion de l'émission des bons de restauration monétaire d'abord, de l'emprunt de la restauration nationale ensuite dont les opérations sont encore en cours d'exécution.

On ignore généralement que près de 2,400,000 bons de la restauration monétaire ont été vérifiés et visés par la Cour des Comptes, que 2,200,000 obligations de l'emprunt de la restauration nationale doivent être revêtus de la signature d'un membre de l'institution qui concourt de la sorte à imprimer à ces titres le caractère d'authenticité. Ce dernier travail occupera la Cour jusqu'à la fin de cette année.

L'accomplissement de cette formalité, venant s'ajouter aux devoirs ordinaires des membres de ce collège, les oblige à délivrer quelque trois mille signatures par jour, ce qui n'est possible que par des prestations tout à fait anormales. Comme il est certain que l'État devra procéder à de nouveaux emprunts au cours des années prochaines, nous ne pouvons exiger la continuation de pareils services dans les conditions où ils doivent s'effectuer présentement, d'autant plus que le fonctionnement régulier de l'institution deviendra de mois en mois plus absorbant.

En présence de pareille situation, on ne peut faire grief à la Cour du retard que subit la liquidation de certaines catégories de dépenses; elle est débordée par les événements et il importe que la Chambre, dont elle constitue la délégation permanente dans la sphère de ses attributions, lui vienne efficacement en aide. M. le premier ministre Delacroix ne déclarait-il pas lui-même récemment, en réponse à certaines plaintes exprimées par un membre de l'assemblée, que les lois organiques qui régissent la comptabilité de

L'Etat étaient bonnes au début de notre indépendance, mais ne s'harmonisent plus aux circonstances et aux nécessités présentes. En attendant que la Chambre puisse s'appliquer à l'étude des modifications qui pourraient être apportées à certaines dispositions de la loi du 15 mai 1846 pour l'adapter à une situation nouvelle, il sied, que allant au plus pressé, la Chambre donne satisfaction aux vœux que la Cour des Comptes a formulés pour la bonne marche de l'institution. Alors que l'on réclame de toutes parts, l'extension des cours et tribunaux, il n'est justice que cette institution d'un caractère spécial qui, par la multiplicité de ses attributions, participe à la fois de la magistrature et de l'administration, subisse une modification que réclame impérieusement l'intérêt d'une saine gestion des deniers publics.

Lors du derniers renouvellement des mandats des membres de la Cour des Comptes, en janvier dernier, la Chambre a fait un premier pas dans le sens d'une amélioration d'un état de choses ancien en nommant exclusivement aux places vacantes à la Cour, des candidats issus des bureaux de celle-ci, rompus aux pratiques administratives et aux traditions de l'institution et en écartant des candidats étrangers généralement profanes à toute la matière financière qui s'y trouve traitée. Il importe de persévérer dans cette voie et de continuer à recruter dans les bureaux adjoints à la Cour, les membres nouveaux appelés à l'honneur de surveiller le judicieux emploi des crédits mis par la Chambre à la disposition du Gouvernement. Nous ne pouvons non plus passer sous silence que la Chambre a déjà secondé la Cour des Comptes en approuvant en sa séance du 30 juillet 1913 (annales page 1997) une modification apportée à l'article 22 de son règlement d'ordre intérieur en date du 9 avril 1831 autorisant celle-ci à déléguer la signature des ordonnances du paiement à l'un de ses fonctionnaires allégeant ainsi pour une part la tâche du greffier. Mais l'expérience a démontré que cette délégation est insuffisante, la signature des mandats de paiement ne constituant qu'une partie restreinte de la mission du greffier. A celle-ci s'ajoutent, en effet, la signature des correspondances de plus en plus nombreuses échangées avec les Départements ministériels et les provinces, la signature des brevets de pension, de la minute des arrêts et des expéditions, les demandes de renseignements émanant tant des membres des Chambres que d'intéressés divers, sans omettre les autres devoirs dévolus au greffier de l'institution, tels que la direction des bureaux, la conservation des archives, la préparation de cahier d'observations, la tenue des procès-verbaux des séances de la Cour, qui se réunit deux fois par semaine en séance plénière, les visites personnelles, etc.

Par ce bref exposé, il est permis de se rendre compte de l'urgence qu'il y a, en présence de l'importance croissante que l'institution est appelée à prendre au cours des années à venir, à réduire la besogne ardue de ce fonctionnaire qui doit être la cheville ouvrière de la Cour, le trait d'union entre celle-ci et ses bureaux. Ce résultat peut être obtenu par la création d'une seconde place de greffier.

Conséquemment, notre Commission, qui s'est occupée de la proposition

de loi relative à la revision de la loi du 29 octobre 1846, recommande vivement, à l'accueil bienveillant de la Chambre, la modification de cette loi dans le sens de la majoration du nombre de membres qui constituent ce Collège; d'accord avec la Section centrale qui a examiné le Budget des Dotations, elle insiste sur l'urgence et l'intérêt général que présente la mesure préconisée qui n'a rencontré jamais aucune opposition, mais qui, au contraire, en des temps moins critiques, a paru recueillir un accueil sympathique. Il va de soi que l'accroissement du nombre des membres de la Cour aura comme corollaire celui du personnel de bureaux, nécessité par le développement de services publics et l'augmentation générale des dépenses et que la Chambre sera favorablement disposée à l'égard de toute mesure proposée en faveur de ce personnel dont la formation particulière, les connaissances multiples qui en sont exigées en font un personnel d'élite. La Chambre n'ignore pas, en effet, que maints Départements ont fait appel à des agents appartenant aux bureaux de la Cour des Comptes et il sied que celle-ci, par la situation et la considération qu'elle confère à son personnel, continue à former un noyau d'individualités de premier ordre assurant le recrutement ultérieur de la Cour et pouvant, en cas de besoin, venir en aide aux administrations générales dépourvues d'éléments versés dans la pratique de la comptabilité de l'État.

C'est dans cette pensée que nous avons l'honneur de proposer l'adoption des dispositions suivantes :

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

- » La Cour des Comptes est composée
- » de deux chambres.
- » Chacune de ces deux chambres est
- » composée d'un président, de quatre
- » conseillers et d'un greffier.
- » Ils sont nommés tous les six ans
- » par la Chambre des Représentants
- » qui a toujours le droit de les révo-
- » quer.
- » *Le président le plus ancien portera*
- » *le titre de premier président et le*
- » *greffier le plus ancien portera le titre*
- » *de greffier en chef.*
- » Les présidents et conseillers doivent
- » avoir au moins l'âge de 30 ans.
- » Les greffiers doivent être âgés de

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- » De Rekenkamer is, samengesteld
- » uit twee afdeelingen.
- » Elke dezer afdeelingen bestaat uit
- » een voorzitter, uit vier leden en uit
- » een griffier.
- » Zij worden, om de zes jaar, be-
- » noemd door de Kamer der Volksver-
- » tegenwoordigers; deze heeft altijd het
- » recht ze af te zetten.
- » *De oudste voorzitter voert den titel*
- » *van eersten voorzitter en de oudste*
- » *griffier voert den titel van hoofd-*
- » *griffier.*
- » De voorzitters en de leden moeten
- » ten minste 30 jaar oud zijn.
- » De griffiers moeten ten minste

» 25 ans au moins; ils n'ont pas voix	» 25 jaar oud zijn; zij hebben geene
» délibérative. »	» beraadslagende stem. »

Nous avons la conviction que la Chambre, en adoptant ces propositions, rendrait service au pays et à elle-même.

Le Rapporteur,
A. BUYL.

Le Président,
A. MECHELYNCK.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1919.

Wetsvoorstel waarbij de wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof, wordt herzien. ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BUYL**.

MIJNE HEEREN,

De omstandigheden, waardoor sommige Kamerleden werden aangezet in 1913 een wetsvoorstel in te dienen tot herziening der wet van 29 October 1846, houdende inrichting van het Rekenhof, zijn door de oorlogsgebeurtenissen, welke wij hebben beleefd, aanzienlijk verergerd.

Het getal leden, waaruit deze hoge instelling bestaat en dat door haar zelf ontoereikend verklaard werd in hare aanmerkingen in 1911 uitgegeven, zonder dat deze bewering eenigszins werd tegengesproken, is blijkbaar niet in staat om de reusachtige taak te volbrengen welke zij te vervullen heeft bij het vereffenen van een financieelen toestand ontstaan uit een tijdperk van meer dan vier jaren oorlog en bij het nazien van de talrijke en verschillende lasten die daaruit voortvloeien.

Men weet dat, terwijl al de Begrotingen van uitgaven voor 1914 te zamen iets meer dan 800 miljoen bedroegen, het aanvankelijk ontwerp van Algemeene Begroting, voor het loopende dienstjaar ingediend en bevattende nagenoeg 10 milliard uitgaven, door de Regeeringsamendementen tot op ongeveer 8 $\frac{1}{2}$ milliard werd verminderd. Dat is het vermoedelijk minimum-bedrag der schulden en uitgaven van allen aard, welke de oorlog en dezes

(1) Wetsvoorstel, n^o 334 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHERYNCK, bestond uit de heeren BUYL, DELPORTE, DE WOUTERS D'OPLINTER, FIEULLIEN, LIEBAERT en VAN CAUWENBERGH.

misdaden dadelijk aan ons land opleggen. In dit bedrag komt de eigenlijk gezegde gewone Begrooting tusschen voor 1,097 miljoen en de Middenafdeeling is van gevoelen dat, van 1920 af en na aftrek van de spoorwegbegrooting waarvan het beheer een zelfstandig Staatsbedrijf wordt, onze gewone jaarlijksche uitgaven ongeveer 850 miljoen zullen bereiken. Deze veronderstelling steunt voorzeker niet op vaste gronden; het is immers zeker dat de gevolgen van den oorlog zich nog lang zullen doen gevoelen en dat de algemeene onkosten van 's lands Bestuur daardoor ruimschoots zullen beïnvloed worden.

Het Rekenhof zal dus binnenkort moeten overgaan tot het spoedig nazien en vereffenen van 8 $\frac{1}{2}$ milliard uitgaven behoorende tot het begrootingsjaar 1919, waarbij zich aanstaande jaar waarschijnlijk zullen voegen, zooals dit steeds het geval is, een niet gering aantal millioenen, bij wijze van bijkomende credieten toe te staan.

De voornaamste oorzaken van deze overgrootte uitgaven zijn u bekend: het geheele land, door den vijand geplunderd en verwoest, dient te worden hersteld en wederopgebouwd; pensioenen moeten aan de invaliden, aan de weduwen en de weezen uitgekeerd worden; de achterstallige soldij moet aan de militairen uitbetaald worden, evenals de achterstallige jaarwedden en de duurtelbijlagen van het burgerlijk personeel dat, uit hoofde van de onwettelijke maatregelen van den bezetter, werkloos is gebleven; de oorlogsschade, welke de Staat te zijnen laste heeft genomen in afwachting dat Duitschland de ons toegekende vergoedingen uitkeert, moet vergoed worden.

Buiten deze uitgaven, welke rechtstreeks uit den staat van oorlog voortvloeien, zal het werk van het Rekenhof nog aanzienlijk toenemen wegens de langdurige afwezigheid van 's Lands Regeering: uitgaven sedert de oorlogsverklaring gedaan zonder tusschenkomst van het Rekenhof, bij toepassing der wet van 4 Augustus 1914; uitkeering der pensioenen van talrijke Staatsbeambten die, in de jaren 1914 tot einde 1918, den pensioenleeftijd hebben bereikt; de dienst van 's Lands Schuld, welke in het land onderbroken werd; het onderzoek van de koloniale uitgaven, aan het Rekenhof opgedragen door de Grondwet onzer Kolonie; de toeneming der uitgaven in 't algemeen en de nieuwigheid van sommige daarvan, waardoor noodig worden gemaakt nota's en verslagen die steeds meer talrijk en meer ingewikkeld worden, een aandachtige studie vergen vanwege de leden en waarover het Hof in zijne vergaderingen grondig moet beraadslagen.

Ook de rekeningen voor de begrootingsjaren 1912-1913 en voor de bezettingsjaren moeten opgemaakt worden, alsmede de rekeningen van de provinciën voor dezelfde jaren, welke — hetzij terloops gezegd — evenals de provinciale uitgaven, die insgelijks ruim zijn toegenomen, tot de bevoegdheid van het Rekenhof behooren.

Ofschoon de geallieerde Regeeringen de leeningen hebben kwijtgescholden, zal de Kamer wellicht eens beslissen dat het Rekenhof den staat der uitgaven, door de Regeering te Le Havre gedaan tijdens haar

ballingschap en die, naar het schijnt, 6 milliard bedragen, dient op te maken. Zal het Rekenhof op eenigerlei wijze niet moeten tusschenkomen in de vereffening van de samenwerkende vennootschap voor voorschotten en leeningen welke, tijdens de bezetting, eenigszins de plaats van de Openbare Schatkist heeft ingenomen om aan de beambten en de schuldeischers van den Staat te hulp te komen?

Wordt de herziening van de ouderdomspensioenen niet aangekondigd, welke, overigens, onder den oorlog slechts gedeeltelijk werden betaald en dus tot aanvullende uitkeeringen zullen aanleiding geven? Men verlieze ook niet uit het oog het aanzienlijk werk dat zal veroorzaakt worden door de uitbetaling der duurtelbijslagen onder al hunne opeenvolgende vormen aan heel het Staatspersoneel, aan de onderwijzers, aan de leden der katholieke geestelijkheid en van de overige erkende eerediensten toegekend. Vervolgens komt de herziening van al de jaarwedden, in overeenstemming gebracht met de toenemende levensduurte; en is de Kamer ook niet van plan, de kleine pensioenen te verhoogen? Men vergele ook niet dat het langdurig verblijf van de Regeering te Le Havre eene nieuwe wetgeving heeft doen ontstaan, welke aan het Rekenhof onbekend is gebleven en waarvan de regeling, wat betreft de van kracht gebleven gedeelten, moet in verband gebracht worden met de nieuwe, sedert den wapenstilstand getroffen maatregelen, namelijk wat aangaat de uitgaven voor het Departement van Oorlog; zóó is het Rekenhof tot nieuwe en ingewikkelde studiën gedwongen.

Wij voegen erbij dat, sedert het begin van dit jaar, de leden van het Rekenhof, dank zij een aanhoudende inspanning, een dorren en slaafschen arbeid hebben verricht, waarvoor wij hun hier eene welverdiende hulde brengen, vooreerst bij de uitgifte van de bons tot herstelling van het muntwezen, vervolgens van de leening voor 's Lands herstel, waarvan de verrichtingen thans nog voortgezet worden.

Het is in 't algemeen onbekend dat bij de 2,400,000 bons voor de herstelling van het muntwezen door de Rekenkamer werden nagezien en gevisceerd; dat 2,200,000 obligatiën van de leening voor 's Lands herstel moeten bekleed worden met de handteekening van een lid van het Hof, die aldus bijdraagt om aan deze titels een authentiek karakter te verleenen. Dit laatste werk zal het Rekenhof tot het einde van dit jaar bezighouden.

Het naleven van deze formaliteit, gevoegd bij de gewone werkzaamheden der leden van dit College, verplicht hen, omtrent drieduizend handteekeningen per dag te plaatsen, en zulks is alleen dan mogelijk wanneer zij gedurende een overdreven aantal uren arbeiden. Wilt het zeker is dat de Staat, in den loop der volgende jaren, nieuwe leeningen zal moeten uitgeven, kunnen wij niet eischen dat men voortga zoodanigen arbeid te leveren op de huidige wijzen, te meer daar de regelmatige werking van het Rekenhof steeds meer omvangrijk wordt.

Onder zulke omstandigheden kan men het Rekenhof niet aansprakelijk maken voor de vertraging, welke de vereffening van sommige soorten van

uitgaven ondergaat; het is door de gebeurtenissen overrompeld en de Kamer, waarvan zij de bestendige afvaardiging uitmaakt binnen den kring harer bevoegdheden, behoort haar op afdoende wijze te gemoet te komen. Heeft de Eerste Minister Delacroix zelf onlangs niet verklaard, in antwoord op sommige klachten door een lid der vergadering uitgebracht, dat de organieke wetten, welke de rekenplichtigheid van den Staat beheerschen, goed waren in de eerste jaren onzer onafhankelijkheid, doch niet meer overeenstemmen met de huidige omstandigheden en noodwendigheden? In afwachting dat de Kamer zich kunne toeleggen op het bestudeeren van de wijzigingen, die in sommige bepalingen der wet van 13 Mei 1846 zouden kunnen gebracht worden om ze aan een nieuwen toestand aan te passen, behoort het, in de eerste plaats, dat de Kamer voldoening schenke aan de wenschen welke het Rekenhof heeft uitgebracht in 't belang van den geregelden gang der instelling. Wanneer men de uitbreiding der hoven en rechtbanken van alle zijden vordert, is het niet meer dan rechtvaardig dat deze bijzondere instelling, welke wegens hare talrijke bevoegdheden behoort én tot de magistratuur én tot het bestuur, gewijzigd worde zooals dit dringend wordt vereischt in 't belang van een degelijk beheer van 's Lands gelden.

Bij de jongste hernieuwing van de mandaten der leden van het Rekenhof, in Januari l. l., deed de Kamer een eersten stap op den weg der verbetering van een sedert lang bestaanden toestand door, voor de opengevallen plaatsen in het Rekenhof, uitsluitend kandidaten te benoemen, komende uit dezès bureelen, bekend met de bestuurlijke practijken en de overleveringen der instelling, en door vreemde kandidaten af te wijzen die gewoonlijk vreemd zijn aan de financieele zaken welke er behandeld worden. Het is noodig op dezen weg voort te gaan en in de bureelen van het Rekenhof de nieuwe leden te blijven aanwerven, die geroepen zijn om te zorgen voor het rechtmatig gebruik der credieten welke de Kamer ter beschikking van de Regeering stelt. Wij kunnen evenmin verzwijgen dat de Kamer het Rekenhof reeds heeft bijgestaan, toen zij, ter vergadering van 30 Juli 1913 (*Handelingen*, bl. 1997) eene wijziging goedkeurde, gebracht in artikel 22 van zijn reglement van orde, d. d. 9 April 1831, en waarbij het wordt gemachtigd aan een zijner ambtenaars opdracht te verleen tot het onderteekenen van de bevelschriften tot betaling; zóó werd de taak van den griffier gedeeltelijk verlicht. Uit de ondervinding is echter gebleken dat deze opdracht onvoldoende is, daar het onderteekenen van de bevelschriften tot betaling slechts een gering gedeelte is der taak van den griffier. Deze omvat inderdaad de onderteekening van de steeds talrijker wordende brieven met de Ministerieele Departementen en de provinciën, de onderteekening van de pensioenbrevetten, van de minuut der besluiten en der afschriften, de vragen om inlichtingen uitgaande zoowel van de Kamerleden als van allerlei belanghebbenden; hier maken wij geen gewag van de overige verplichtingen van den griffier van het Hof, zooals de leiding der bureelen, het bewaren van het archief, de voorbereiding van het kohier van aanmerkingen, het opmaken

van de processen-verbaal der vergaderingen van het Rekenhof dat tweemaal per week in vereenigde vergadering zitting houdt, de persoonlijke bezoeken, enz.

Door dit kort overzicht kan men er zich van overtuigen hoe het, ten aanzien van de steeds grootere uitbreiding welke de instelling in den loop der volgende jaren nemen zal, dringend noodig is den zwaren arbeid te verminderen van dezen ambtenaar die de spil van het Rekenhof, de band tusschen dit Hof en dezes bureelen zijn moet. Deze uitslag kan worden bekomen door het instellen van eene tweede plaats van griffier.

Dienvolgens vraagt onze Commissie, welke zich heeft beziggehouden met het wetsvoorstel houdende herziening der wet van 29 October 1846, dat de Kamer hare goedkeuring zou hechten aan de wijziging dier wet strekkende tot verhooging van het getal leden waaruit dit Collège bestaat; in overeenstemming met de Middenafdeeling die de Begrooting der Dotatiën onderzocht, dringt zij er op aan, dat de voorgestelde maatregel spoedeischend en van algemeen belang is. Deze maatregel werd nooit bestreden; integendeel scheen hij, in minder beroerde tijden, gunstig onthaald te zijn. Het is klaar dat het toenemen van het getal leden van het Rekenhof zal moeten samengaan met eene vermeerdering van het personeel der bureelen, noodzakelijk gemaakt door de uitbreiding der openbare diensten en de algemeene verhooging der uitgaven, en dat de Kamer gunstig zal gestemd zijn tegenover elken maatregel voorgesteld ten bate van dit personeel dat wegens zijne bijzondere opleiding en wegens de uitgebreide wetenschap, die er van wordt vereischt, een keurkorps uitmaakt. De Kamer weet inderdaad dat mening Departement beroep heeft gedaan op beambten van het Rekenhof en het past dat dit Hof, door den toestand en het aanzien welke het aan zijn personeel verschaft, voortga een kern van uitgelezen personen te vormen welke de latere aanwerving van het Rekenhof kunne verzekeren en, zoo noodig, te hulp komen aan de algemeene besturen, welke gebrek hebben aan krachten die in de Staatsrekenplichtigheid geschoold zijn.

Met dat doel hebben wij de eer voor te stellen, de volgende bepalingen aan te nemen :

ARTICLE UNIQUE.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

- « La Cour des Comptes est composée
- » de deux chambres.
- » Chacune de ces deux chambres est
- » composée d'un président, de quatre
- » conseillers et d'un greffier.
- » Ils sont nommés tous les six ans
- » par la Chambre des Représentants

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- « Het Rekenhof is samengesteld uit
- » twee kamers.
- » Elke dezer kamers bestaat uit een
- » voorzitter, uit vier leden en uit een
- » griffier.
- » Zij worden, om de zes jaar, be-
- » noemd door de Kamer der Volksver-

» qui a toujours le droit de les révo-	» tegenwoordigers; deze heeft altijd het
» quer.	» recht ze af te zetten.
« <i>Le président le plus ancien portera</i>	« <i>De oudste voorzitter voert den titel</i>
» <i>le titre de premier président et le</i>	» <i>van eersten voorzitter en de oudste</i>
» <i>greffier le plus ancien portera le titre</i>	» <i>griffier voert den titel van hoofd-</i>
» <i>de greffier en chef.</i>	» <i>griffier.</i>
» Les présidents et conseillers doivent	» De voorzitters en de leden moeten
» avoir au moins l'âge de 30 ans.	» ten minste 30 jaar oud zijn.
» Les greffiers doivent être âgés de	» De griffiers moeten ten minste
» 25 ans au moins; ils n'ont pas voix	» 25 jaar oud zijn; zij hebben geene
» délibérative. »	» beraadslagende stem. »

Wij zijn overtuigd dat de Kamer, door deze voorstellen aan te nemen, aan het land en aan haar zelf dienst zal bewijzen.

De Verslaggever,

A. BUYL.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

